



impac

Impac n° 158 - Octobre 2013

Journal des Travailleurs des Industries du Livre du
Papier et de la Communication CGT • CPPAP : 0715 S 07535

Déterminés à défendre les intérêts du Travail



Livre - papier - communication

**Comité général
Cognac du 6 au 7 novembre 2013**

Le Groupe Audiens

Notre rôle, notre mission

Acteur de l'économie sociale et solidaire, Audiens est le partenaire professionnel privilégié du monde de la culture, de la communication et des médias.

A ce titre, Audiens est désigné en retraite complémentaire et/ou en prévoyance sur de nombreux secteurs d'activité de la presse, du spectacle, de l'audiovisuel et du cinéma.

Quels sont nos métiers ?

La retraite complémentaire

Audiens met son savoir-faire en matière de gestion de la retraite complémentaire au service des secteurs de la culture et de la communication dont les salariés ont souvent des parcours spécifiques.

L'assurance de personnes

Audiens Prévoyance et La Mutuelle Audiens de la presse, du spectacle et de la communication proposent, en matière de prévoyance et de santé, des garanties sur-mesure, collectives et individuelles, pour leurs publics.

Le médical

Audiens dispose d'un centre de santé au cœur de Paris. Doté d'un pôle d'expertises médicales complet de 100 professionnels de santé, d'un centre dentaire, d'un magasin d'optique et d'acoustique et d'une pharmacie, le centre de santé est aussi l'outil opérationnel permettant de mettre en oeuvre la politique de prévention du groupe.

L'accompagnement solidaire et social, la prévention

Aider et accompagner ceux qui en ont besoin faceaux accidents de la vie ou en situation de rupture, et développer des actions de prévention dédiées aux professionnels et aux seniors constituent les missions de notre action sociale. Ainsi, Audiens propose aux professionnels de la presse et du livre un bilan de santé visant à prévenir les pathologies liées à la pratique de leur métier. Il est réalisé au Centre de santé Audiens.

Les services aux professions

Audiens prend en charge, pour le compte de la profession, la gestion d'un nombre croissant de services : gestion des demandes de cartes de critique presse et cinéma, études et statistiques pour les professions... Le développement constant de ces spécificités renforce notre dimension de véritable groupe de services.

CONTACT

0 800 022 023

(appel gratuit depuis un poste fixe)

INTERNET

Téléchargez la notice d'information complète dans l'espace dédié **"pigiste", rubrique "ma prévoyance"** du site **www.audiens.org**

Une protection sociale adaptée aux professionnels de la presse et du livre

Pour les pigistes

Depuis 1988, tout journaliste rémunéré à la pige bénéficie, par l'intermédiaire de ses employeurs, d'une couverture prévoyance en cas de décès, d'arrêt de travail ou d'invalidité. Les pigistes peuvent également souscrire à titre individuel à la Garantie Santé Pigistes, une garantie adaptée aux besoins spécifiques liés à leur activité, pour eux et leur famille, dans le cadre d'un budget maîtrisé.

Risques couverts et garanties offertes

<ul style="list-style-type: none"> • congé légal de maternité • incapacité temporaire de travail (arrêt de travail) 	Versement d'indemnités journalières
<ul style="list-style-type: none"> • invalidité permanent, totale ou partielle • incapacité permanente 	Versement d'une rente mensuelle
<ul style="list-style-type: none"> • décès toutes causes • décès accidentel • invalidité permanente totale • invalidité permanente totale imputable à un accident 	Versement d'un capital

La protection sociale professionnelle **est une création continue**



ÉDITO

LE RENDEZ VOUS DE COGNAC

Les syndicats de la Filpac CGT se réunissent à Cognac du 6 au 8 novembre. Parce qu'ils ont envie de se voir. Dans l'atmosphère glacée du capitalisme sauvage, la chaleur humaine est un des carburants précieux de la résistance.

Ce rendez-vous vient à point nommée. Les syndicats devront répondre à une question mauseuse costaud : faut-il passer en mode furtif, chuchoter, ou résister à la déferlante libérale et construire un syndicalisme pour la transformation sociale ?

La longue histoire de la fédération lui permet d'envisager d'en écrire une nouvelle. Sans se laisser abattre par l'affirmation répétée en boucle, « il n'y a pas d'autre alternative ». Si ! Et c'est aux syndicats de la construire.

Des forces considérables colportent cette affirmation. A commencer par des patrons dont la seule fonction manifeste est de licencier de fa-

çon quotidienne par paquets de 100, et de déguiser cet acte d'une violence incroyable en « départ volontaire ».

Pas d'autre alternative ? Mais c'est toute l'histoire, déjà désastreuse, de la présidence Hollande. Elu pour chasser Sarkozy, il l'a remplacé. Copie conforme. Dans le moindre détail. Retraite à 63 ans, Code du Travail considéré comme étranger et expulsé manu militari.

C'est bien cette confusion, portée à son comble, qui est le cadeau à notre national-extrême droite de toutes les collaborations, de toutes les compromissions, de tous les égouts. Grotesque, elle devient pourtant sérieuse par l'effondrement de la gauche et la conversion de la droite.

Cognac, c'est un moment de relance d'un mouvement social qui est LE chaînon manquant. Les syndicats de la Filpac CGT auront à cœur de le rallumer. ▲

Jean Gersin Marc Peyrade

Impac n°158 - octobre 2013 - CPPAP 0715 S 07535 •
Journal des Industries du livre du papier et de la communication CGT
Directeur de la publication : Marc Peyrade - Equipe technico rédactionnelle : Coralie Druelle, Elsa Conseil, David Dugué, Jean Gersin, Pascal Lefèbvre, Yvon Huet, Michèle Marquis-Pardo
Filpac CT : Case 426 - 263, rue de Paris - 93514 Montreuil Cedex - filpac@filpac-cgt.fr - www.filpac-cgt.fr
Imprimerie Garet, Breteuil





ESPRIT CLAIR POUR SOMBRE HISTOIRE

Le Front national se répand. Il apparaît comme la partie française de l'épidémie européenne d'extrême droite. Ce serait banal. La part du feu en temps de crise. Normal, quasi mécanique, presque un cycle naturel... Cette explication façon Madame Michu ne convient pas du tout à qui analyse sérieusement le phénomène. Décryptage des causes réelles et sérieuses de la progression du fléau.

1. L'extrême droite, une embrouille bien française

L'extrême droite déploie une étrange et copieuse énergie à se présenter comme nouvelle, jeune, innocente, sans passé. Elle ne prend pas les patins de ses confrères de Norvège ou de Hongrie, en uniforme noir-nazi de 39-45 ; ou de Grèce, où « l'Aube Dorée » défile ouvertement avec la croix gammée. Nos fachos à nous se veulent subtils, lisses, normaux, même après le meurtre de Clément Méric.

a. La dialectique d'extrême

droite ? La voici, reposant sur la confusion répandue par une droite et une gauche qui mènent la même politique :

« le peuple est victime de l'austérité, des licenciements, des bas salaires, etc. « la faute à qui ? A la mondialisation libérale, cosmopolite, dirigée de l'étranger par des états-majors lointains, non français. « nos traditions ancestrales, nos habitudes locales, régionales, nationales sont en danger du fait de cette mondialisation cosmopolite.»

b. Du Front national au Bloc identitaire, les extrêmes droites entraînent ceux qui les croient vers le nationalisme :

« le combat majeur, la mère des batailles, c'est la défense de la nation, meurtrie par la pollution de la mondialisation cosmopolite.

« la nation doit être protégée. Contre les étrangers, qui viennent par bateaux via Lampedusa, contre les Tsiganes, Roms, homosexuels et musulmans qui par leur seule présence salissent la patrie.»

c. Les cercles d'extrême droite

les plus radicaux ajoutent un niveau décisif, comme Alain Soral, ou le Bloc identitaire :

« la mondialisation est dirigée par l'impérialisme américain, lui-même infiltré par un complot juif, de ces juifs qui dominent les banques, la télé, la culture.

« le noyau dur du Front national n'en pense pas moins. Mais, par souci de respectabilité, Le Pen tente de cacher sous le tapis, pour l'instant, la vieille poussière néo-nazie.»

Comment de telles manipulations grossières, rodées depuis des dizaines d'années par les différentes générations de l'extrême droite nationale, peuvent-elles mordre sur l'opinion ? Comment le Loup, même habillé en Grand-Mère, peut-il attirer le Petit Chaperon rouge ?

2. La confusion de la fausse alternance droite/gauche et ses grandes conséquences

La gauche, élue contre le pouvoir de l'argent et pour desserrer l'étau du traité européen,





s'est moulée dans la politique de la droite et son austérité au service de la finance toute-puissante. Au point de se confondre. A l'établissement de la rupture amiable au détriment du Code du travail sous Sarkozy, Hollande a répondu par son prolongement, la flexibilité des emplois et des salariés, cette loi de juin 2013 qui abaisse le Code du travail au rang d'auxiliaire des licenciements du patron.

A la retraite Fillon-Sarkozy fin 2010 se cumule celle de Hollande-Ayrault 2013 : de 62 ans à 63 ans, ce qui la met hors de portée des jeunes, entrés en moyenne à 23 ans sur des contrats précaires. Avec en prime la désindexation des pensions et des nouveaux impôts qui les frappent.

A la campagne de Sarkozy pour la compétitivité des entreprises s'ajoute celle de Hollande.

Conséquence ? 1 000 licenciements par jour. En moyenne. Gad, Air France, Alcatel Lucent, Peugeot, *Nice Matin*, *Ouest France*, Prestalis, Centre France, etc. L'ordinaire du licenciement fait des salariés des esclaves modernes.

Ni emploi ni salaire, et les arbitrages se multiplient entre dépenses incontournables, santé, nourriture, logement, transports, loisirs...

La gauche de gouvernement ressemble à la droite jusque dans la guerre, de la Libye au Mali. Elle crée cette confusion, ce sentiment de trahison, ce rejet. Les expérimentés col-

lecteurs d'égouts de l'extrême droite n'ont qu'à moissonner le désarroi et la peur.

3. Le syndicalisme en mode furtif ?

C'est ce moment que choisit la CFDT pour rompre avec son histoire et bifurquer vers celle du Medef. A deux reprises, avant l'accord du 11 janvier 2008 portant sur la rupture conventionnelle, et précédant celui du 11 janvier 2013 actant la flexibilité de l'emploi, des salaires et du temps de travail, la CFDT, flanquée de la CGC et de la CFTC moribonde, signent un programme commun avec le Medef, la CGPME et l'UPA.

Ce programme commun est un pacte d'alliance pour traiter la dépression du système économique. Les signataires estiment ensemble que rien n'est plus urgent que de l'aborder du point de vue de la compétitivité, c'est-à-dire de la mise en concurrence des salariés entre eux, tant à l'échelle nationale qu'internationale. D'accord aussi sur l'Union européenne, lieu où se pratique à haute dose cette orientation.

C'est ainsi que la CFDT se trouve coauteur des lois les plus rétrogrades, car ces dispositions législatives ont été élaborées par simple transposition des accords Medef-CFDT les précédant. Il en va de même pour la retraite, qui vient de

recevoir un coup sans doute décisif, dans le sens de la mise à mal du système solidaire de répartition. La position de la CFDT la rapproche à ce point des gouvernements en place, de l'actuel en particulier, qu'elle apparaît plus comme un lobby qu'un syndicat.

Comment restaurer la confiance envers le syndicalisme de salariés malmenés par les aléas d'un système économique en déroute, quand la CFDT se trouve du côté du manche qui les frappe ? Voilà qui alimente, sans effort aucun, la campagne de l'extrême droite contre les syndicats corrompus et complices.

4. Riches et patrons brutalisent, violentent la société démocratique et cassent les lois sociales

Nous connaissons la propagande et le matraquage des patrons : A genoux devant le système économique, la crise, la dette des banques, la compétitivité, voilà leur mot d'ordre ! « Vous êtes trop payés ! » « Vous coûtez trop cher » « Vous n'avez aucune valeur » « On vous licencie. » « Et les autres, on va leur raboter leurs salaires, les faire travailler gratuitement » « D'ailleurs, là-bas, ils sont payés moins cher » « Alors il va falloir revoir la retraite, la Sécurité sociale, les avantages acquis » « Quoi ? Vous ne voulez pas ? »





→ Décidément, on ne peut pas réformer en France... »

Nous connaissons les agissements des patrons qui ont contribué à créer un monde sans autre loi que la leur, celle d'un chômage qu'ils entretiennent avec soin. Le mépris à l'égard du peuple s'affiche en permanence.

Pour cette finance triomphante, riches et patrons foulent aux pieds tout respect de la démocratie, dont les textes assurent pourtant à tous le droit à l'emploi et un revenu décent. Constitution, droits de l'homme, conventions internationales : du papier pour eux qui ne vaut rien devant leur papier monnaie.

Les dernières lois adoptées ne sont pas seulement des mesures antisociales. Elles percutent le socle historique de l'arsenal juridique au service des salariés tout en ridiculisant les textes fondamentaux, comme le Code du travail, le préambule en vigueur de la Constitution, la Déclaration universelle des droits de l'homme, les conventions de l'Organisation internationale du Travail. Que vaut une démocratie sans moyens pour l'exercer ? la machine à exclusion est telle que les millions de chômeurs et de précaires en sont réduits aux expédients quotidiens, sans avoir la possibilité de prendre le recul nécessaire à la réflexion et à la détermi-

nation de l'opinion. Les médias tournant sur l'émotionnel font le reste.

Pour les riches et les patrons, il ne s'agit plus de crise, mais d'établir par-dessus la démocratie le fonctionnement ordinaire et durable d'un monde sans lois sociales ou écologiques. Eux aussi agissent pour se débarasser des oripeaux de la République au profit du marché.

5. L'Union européenne, l'outil au service des capitaux et des marchandises, pas des hommes

Dans cette entreprise, riches, financiers et industriels se servent, tant à l'échelle nationale que sur le continent, d'une Union européenne qui fonctionne à l'aide d'une Troïka plus forte que les gouvernements.

Ce mot russe signifie la coalition des agents de l'Union européenne, du Fonds monétaire international et de la Banque centrale européenne qui fait la loi. Le Parlement européen dispose de pouvoirs formels, les commissaires de l'Union contrôlent les manettes au nom de la coordination continentale des Etats membres. C'est ainsi qu'en Grèce, en Espagne, en Italie, et dans une certaine mesure au Portugal, les assemblées élues et les gouvernements sont spectateurs plus ou moins volontaires de l'intervention de la Troïka.

Elle agit au nom du dogme absolu : la démocratie n'est qu'une gêne, seules comptent les mesures de remboursement de la dette financière. Pour ça, ils pillent les richesses intérieures, privatisent, licencient, élaguent dans les secteurs publics et industriels. Des termites !

Dans ces conditions, l'Union européenne fait haïr la notion même d'Europe. Elle ouvre un boulevard à tous les nationalismes, même ceux renaissant d'un lourd passé nazi.

En aucun cas l'Union européenne ne s'est bâtie comme un instrument démocratique supérieur aux Etats-Nations. Structure au service de la banque, elle nourrit à son échelle, le Continent, une extrême droite nationaliste qui récolte le rejet de l'austérité venue d'en haut et qui écrase les peuples.

6. La très résistible ascension de l'extrême droite

La montée de l'extrême droite repose sur la confusion ? Alors soyons clairs !

Fermons la télé et descendons dans la rue pour la reconquête sociale de nos revendications, lois sociales, droits sociaux. Arrêtons le mode furtif derrière lequel se cache le syndicalisme pour mener une offensive au nom d'une politique de transformation sociale.

Décrétons, ensemble, que la priorité est la reconstruction de la solidarité avec nos sœurs et nos frères en exploitation, par-delà la couleur de leur peau ou l'identité de leur passeport.

Ne laissons passer aucun projet de loi liberticide en matière de droits sociaux.

Dès lors, à l'instant, nous relèguerons le national-lepénisme au rayon des espèces disparues. ▲

Jean Gersin

L'extrême droite n'est pas le nouveau remède contre le système, mais sa vieille maladie. Incurable ? Allons donc !





VEOLIA ENVIRONNEMENT, CONTRIBUTEUR DE L'ÉCONOMIE FRANÇAISE ET DES TERRITOIRES

En France, Veolia réinjecte

96%

de ses recettes
dans l'économie
et **investit 1,1 milliard**
d'euros par an.



Veolia forme



**1,8 million d'heures
de formation** sont dispensées en
un an par Veolia, notamment sur
les 6 Campus Veolia régionaux, proposant
plus de 20 formations diplômantes,
du bac professionnel au master.

INVENTER POUR L'ENVIRONNEMENT

 **VEOLIA**
ENVIRONNEMENT

veolia.fr





COMITÉ GÉNÉRAL 6-8 NOVEMBRE 2013

Introduction au débat (CEN 12 sept. 2013)
Déterminés à défendre
les intérêts du Travail !

I. Hollande au centre d'un détournement de fond

• Il fallait bien chasser Sarkozy, mais Hollande l'a remplacé chou pour chou. Sitôt élu, il s'est débarrassé de son étiquette de gauche. Il n'a pas fallu un an pour que le mythe de la troisième voie, entre libéralisme et politique de gauche, s'effondre. L'austérité a été instituée sans délai sous l'autorité du nouveau traité de l'Union européenne gobé tout cru. Rembourser une dette financière spéculative (près de 100% du PIB) et illégitime, se rallier à la cause patronale de la compétitivité qui couvre en fait la défense des profits, continuer les guerres de la Françafrique (Libye, Mali, Centrafrique, etc.) tout en embarquant sur le porte-avions américain (Afghanistan, Syrie, Iran), telles sont ses priorités au détriment de l'emploi, de la protection sociale et des salaires.

• Hollande évacue les demandes sociales et les aléas du débat public par un jeu d'équilibre instable : il utilise l'hyper-présidence de la V^e République

tout en l'aliénant à Bruxelles. Pour s'émanciper de tout cadre démocratique et prendre les décisions importantes sans débat et hors de portée du peuple. Sa faculté à s'adapter à la doctrine de la mondialisation libérale — « There Is No Alternative » (Tina) — fait de Hollande un Blair, un Schroeder, un Zapatero. Un passeur de gauche pour faciliter les entreprises de destruction des différents modèles sociaux existant en Europe.

• La fracture entre les classes populaires et la majorité en place est le fruit de cette politique délibérée. Pas une semaine de répit, pas une bonne mesure sociale. Le système Hollande a embrayé de façon automatique sur les mêmes objectifs libéraux que son prédécesseur. « Compétitivité », « coût du travail », l'idéologie culpabilisatrice à l'égard des travailleurs ne cache même plus l'option stratégique de fond : l'Etat devient une providence pour le Capital. Il lui garantit une baisse globale de la rémunération du Travail pour compenser les pertes de profits du fait de la dépression économique. La rupture entre cette

gauche-là et les classes laborieuses nourrit un désenchantement et une démobilisation qui pèsent dans le sens d'une désyndicalisation dont les ravages touchent le continent européen dans son entier.

• Une telle alternance de spectacle et de trompe-l'œil nourrit l'offensive de l'alliance droite - extrême droite. Face aux licenciements permanents, à la maltraitance sociale, les institutions politiques de la démocratie parlementaire s'estiment impuissantes et déclarent forfait. Cet abandon officiel encourage les forces de subversion. Front national, parti catholique, UMP, ces mouvements cachent leur néolibéralisme réel pour se présenter comme une relève. Racisme en bandoulière, les agressives vociférations de ces groupes sont d'autant plus bruyantes et violentes qu'elles se gardent bien de déployer leur propre programme. Le Front national, flanqué de ses homologues européens, pratique ce genre à haute dose pour masquer sa nature fasciste. Dans ce mouvement réactionnaire, les religions cherchent à recou-





vrer leur pouvoir sur la société civile, notamment par une démarche communautariste.

- C'est toujours le chômage qui surdétermine la situation. Il conduit trois fois le bal : Contradiction du système économique - Mécanisme d'autodéfense du capital - Politique d'Etat.

Mettre au rebut une force de travail jugée surnuméraire possède une double vertu pour les propriétaires de l'industrie et de la finance : protéger la part de la valeur ajoutée allouée aux profits et opérer une pression phénoménale sur la rémunération du travail. Cette politique leur permet de répandre la précarité générale de la vie.

Ce chômage structurel, à l'espérance de vie croissante, est en même temps l'expression des contradictions insurmontables d'un système économique incapable de gérer ses propres crises. Il ne sait y réagir que par la destruction de ceux qui produisent les richesses. Par là, il organise le passage d'une crise à une dépression durable du système, puisque les producteurs ne sont plus ni des consommateurs ni des créateurs de plus-value. D'où la spirale descendante, avec son cortège de déchéance sociale.

Le chômage représente une arme dissuasive dans les mains des gouvernants et des pouvoirs économiques : il dissuade la mobilisation sociale, répand la peur d'y céder, et courbe l'échine des

jeunes qui prétendent à un avenir professionnel stable et bien rémunéré.

- Seule nouveauté parmi les outils nécessaires à une politique de chômage de haut niveau, l'entente privilégiée entre le pouvoir politique, le Medef et le triumvirat CFDT-CFTC-CGC. Cet axe est baptisé « dialogue social ». La loi de désarmement unilatéral du Code du travail, comme l'accord sur le CDI intérimaire et l'attaque en cours sur les retraites en sont le produit. Ce véritable système verrouille et subordonne les relations sociales, rendues plus opaques encore par le ministère du Travail qui a octroyé à la CFTC et à la CGC une très étrange représentativité.

- Se dégager de ce poids écrasant d'un chômage de masse et d'une précarité généralisée, voilà l'enjeu véritable de l'héritage légué aux nouvelles générations : leur laissera-t-on ce marché du travail dévasté, cette atmosphère invivable d'incertitude, de dégradation et de dévalorisation des travailleurs humiliés par le non-travail ? En comparaison, la dette financière, qui peut s'annuler d'un simple coup de gomme, n'est rien.

- Le FMI, la BCE et l'Union européenne préparent pourtant des phases de croissance sans emploi. Trois objectifs lient leurs interventions au moyen de cette

tristement célèbre Troïka, qui passe par-dessus les Etats : évaluer toute négociation salariale pour restreindre la part des salaires dans la richesse créée, sous couvert de réformes structurelles en finir avec les protections sociales de l'après-guerre mondiale, réduire le marché du travail à l'embauche quotidienne d'une main-d'œuvre domestiquée et atomisée.

- Pourtant, les calculs des experts européens et mondiaux ne parviennent pas à dissimuler une contradiction majeure : la formidable explosion des inégalités, véritable moteur des batailles à venir.

II. Les batailles majeures sont devant nous

- Les sociétés transnationales (celles de France jouent un rôle central), tant financières qu'industrielles, ne sont pas polarisées par les faux-semblants d'une concertation sociale de façade. Elles donnent le tempo de la mondialisation, et déterminent sur quoi spéculer, où investir, où implanter les filiales et les sous-traitances en gardant un pied dans les métropoles occidentales. Elles se pensent suffisamment fortes pour éviter un compromis et jugent nécessaire un K-O social.

En effet, la finance a le ventre plein de milliards de titres pourris non encore écoulés sur le marché financier, une nouvelle



→ crise financière est probable. L'industrie n'a pas trouvé les champs d'investissements profitables à hauteur de ses espérances pour justifier des investissements massifs. Elle repose sur la marge de progression des pays émergents. Rien n'est réglé, le système capitaliste mondialisé n'a pas dépassé le cap de sa longue dépression. D'où le risque de l'austérité perpétuelle, fondée sur la défense acharnée des profits.

- A cet égard, l'ancien mensonge concernant la situation du système économique consistait à présenter la dépression financière de 2007-2008 comme un phénomène extérieur à « l'économie réelle ». Des centaines de destructions industrielles et des millions de chômeurs plus tard, le mensonge actuel présente la cure d'austérité comme le point de passage obligé pour « sortir de la crise ». Un nombre croissant de salariés se heurtent dans les détails de leur vie quotidienne à la pression grandissante de mesures d'austérité au poids dorénavant à la limite du supportable.

Le montage national Medef-gouvernement-CFDT-CFTC-CGC a cette fonction de couverture de l'austérité. Il se fonde sur un pacte capital/travail carburant à l'illusion d'une crise conjoncturelle de compétitivité. C'est une impasse tragique. Les concessions sociales unilatérales, présentées comme une pause limitée dans le temps,

pourraient bien nourrir la fracture définitive avec le salariat, et le Travail en général.

- La question centrale d'orientation pour la CGT ? Définir les rapports de notre syndicalisme CGT à cette situation. Nos organisations ne sont pas des lobbys sociaux subalternes auprès de subordonnés de la gauche gouvernante.

Le choix de la CFDT est clair, c'est celui de la climatisation sociale de la jungle marchande. Il conviendrait pour cette centrale de faire une pause devant la violence de la crise. Une union sacrée (pour trois ans, comme les accords ANI ?) avec le Medef et les libéraux. Ce serait « un moindre mal », faire le dos rond pendant la tempête.

- Le syndicalisme contribue-t-il à interrompre la course à la catastrophe économique et sociale en traçant la perspective d'une transformation sociale globale, même s'il agit dans les misères du présent et travaille pour l'incertaine émancipation sociale ? Ou bien, estimant que regarder trop loin fatigue la vue, le syndicalisme deviendrait minimaliste, donc myope de façon volontaire, au point de rechercher cette utopie, la recherche prosaïque des dégâts les moins élevés possible ? C'est-à-dire adhérer à l'union nationale autour de la compétitivité et espérer sinon des gains sociaux du moins pour l'appareil des positions institutionnelles lucratives ?

- L'ampleur du chômage, le développement de la précarité, les intentions belliqueuses du patronat à l'égard du système de protection sociale, voilà des phénomènes qui ne disparaîtront pas aussi facilement qu'une mauvaise passe météorologique, ou à la faveur d'une vague politique de « relance ».

Nous n'entrons pas, défaits, dans une longue ère de régression sociale : même si nous avons pris des coups rudes, nous nous préparons à livrer les batailles décisives, dont l'issue sera d'importance stratégique. Ces batailles majeures sont devant nous. C'est à cette tâche centrale que la stratégie syndicale doit répondre.

- La tension sociale s'accumule. Les attentes bernées par la politique actuelle ne vont pas hiberner en attendant des jours meilleurs. L'état d'esprit des salariés n'est ni réductible à une manipulation médiatique ni mécaniquement offert au Front national du fait de la crise. La prétendue existence d'une « nature humaine » ne les voue pas à un égoïsme qui serait « génétique ». Dans un premier temps, la fureur de la crise a répandu une peur panique. La peur n'a qu'un temps. Et l'idéologie de la résignation orchestrée par les



médias est susceptible de se dissoudre en un rien de temps. La mentalité salariale peut changer du tout au tout en un éclair, selon la pression de la régression sociale, et à l'occasion de circonstances imprévisibles.

- Bien trop nombreux, bien trop répandus, les arbitrages entre dépenses indispensables (santé, logement, éducation, vêtements, loisirs...) provoquent de la colère sociale. Le décalage entre les besoins sociaux immédiats et la brutalité des refus patronaux devient conflictuel. Dans les entreprises, le besoin de se protéger contre les empiètements patronaux va chercher des réponses syndicales. Les moments propices vont se multiplier où nous pourrions confronter nos propositions aux attentes qui ne manqueront pas de s'exprimer. Il nous faut sans délai écouter, entendre plus fort... et répondre présent.

III. Une stratégie syndicale pour maintenant

- Convierait-il d'en rabattre sur les revendications, tant la moindre exigence — ne serait-ce qu'une augmentation de salaire — paraît utopique ou implique un conflit majeur ? Non ! la question majeure de

la stratégie syndicale est celle de la détermination de l'organisation. Se camoufler dans un placard ou montrer au grand jour la détermination de notre démarche revendicative ? Résister ne veut pas dire passer à la clandestinité, réduire notre cri à un murmure.

- Il s'agit de faire bouger les lignes, de modifier les rapports de forces. C'est la tâche de la CGT que d'y contribuer ! Avec elle, nous rejetons les eaux tièdes de la résignation consensuelle. La ritournelle de la certitude du pire est l'expression de la résignation.

Oser revendiquer, c'est parler à toutes et tous, haut et fort. C'est miser sur l'action collective et réhabiliter la solidarité active. Revendiquer, c'est être en communion avec les attentes sociales réelles. C'est se mettre en position de réduire le risque majeur de décrochage de l'organisation syndicale avec celles et ceux qui en ont le plus besoin, précaires, jeunes, chômeurs, retraités, laissés-pour-compte de la crise.

- Affronter la croisade du capital contre le coût du travail, telle est la logique de notre démarche revendicative, qui s'insurge contre la réduction de la rémunération des salariés à une « charge ». Seul le travail humain est créateur de richesses. Ce serait entrer dans une impasse que d'opposer l'emploi au salaire.

Nous défendons le salaire sous

toutes ses formes, avant tout parce qu'il est le seul moyen de subsistance. Nous revendiquons son encadrement par la loi, sa définition par la négociation collective nationale, sa progression établie sur le salaire réel, son évolution sur la base de l'évolution des dépenses incompressibles, sa reconquête par l'action solidaire et unie. Nous demandons l'application au salaire des textes fondamentaux (Constitution de la République, Déclaration universelle des droits de l'homme, conventions OIT).

Le salaire direct doit retrouver un niveau qui permette de satisfaire les besoins, engendrer des cotisations sociales qui ouvrent la voie à la création d'emplois et fortifier la protection sociale. Moteur de la consommation, la progression du salaire direct déclenche une croissance créatrice d'emplois.

Le salaire indirect, prélevé sur la rémunération du travail par l'impôt sous toutes ses formes, est détourné. Il devrait contribuer à financer le service public. En fait, le salaire indirect tombe dans le puits sans fond de la dette financière. L'impôt sur le capital, lui, diminue, l'évasion fiscale se déploie sans obstacle pendant que la finance emprunte les autoroutes des paradis fiscaux en toute légalité.

Une fiscalité progressive, corrigeant les inégalités, doit rémunérer un service public restitué à sa vocation première. C'est bien le capital, notamment les





→ transactions spéculatives, qui doit être taxé.

Le salaire social constitue le centre de gravité de l'édifice social national. C'est de sa reconquête dont il est question dans notre démarche revendicative. Un vaste mouvement de privatisation le compromet globalement : le régime général santé est transféré vers les complémentaires, le régime vieillesse est mis hors de portée des jeunes et mis ainsi en état de rupture avec la solidarité générationnelle, le régime famille financé par les cotisations patronales est en passe d'être fiscalisé. Le salaire social est ainsi à reconquérir, sous l'angle immédiat de la lutte contre la privatisation. Plans de départs volontaires et ruptures conventionnelles sont les autres noms des licenciements. C'est pourquoi la Filpac CGT s'y oppose. Les lois de 2008 (rupture conventionnelle) et 2013 (flexibilité), transpositions des ANI Medef-Gouvernement-CFDT, ont effacé les garanties sociales, en particulier celles encadrant le licenciement collectif afin de le déguiser en transaction individuelle. La multiplication actuelle des PDV révèle leur nature, une vague permanente de dégraissage de l'effectif salarié.

Les délégués de la Filpac CGT disent aux salariés, tentés par l'inscription sur les listes de PDV du fait des nombreux dégâts collatéraux de ces lois, que l'appartenance à un salariat

solidaire, collectivement uni et organisé vaut dans tous les cas mieux que l'enfer du chômage, de la destitution des droits sociaux, de l'incertitude de la précarité.

Les délégués de la Filpac CGT répondent aux patrons, qui exigent des uns un travail de nuit et du dimanche payé au rabais mais qui refusent aux jeunes l'accès au travail, et qui imposent aux autres des séquences de chômage de plus en plus lourdes : « Nous revendiquons un travail décent pour tous, stable et rémunéré correctement. »

Pour un tel travail, le fondement des lois sociales doit être reconstitué. Desserrer l'étau des lois de 2008 et 2013, c'est mettre en œuvre une telle démarche revendicative, qui repose sur un dialogue permanent avec les salariés dont l'avis est sollicité en permanence.

• Le syndicalisme rassemblé ? Dans l'action ! Les revendications ne sont pas justes par elles-mêmes, concoctées par des spécialistes de la règle à calcul en commission. Elles ont une double nature : correspondant à un besoin réel et chiffré, elles ont cette autre capacité d'entraîner le plus grand nombre à l'action. C'est-à-dire réaliser l'unité des salariés. C'est l'objectif revendicatif et les actions nécessaires pour l'atteindre qui sont la base de l'unité des organisations syndicales.

La Filpac CGT ne se résigne pas

à l'éclatement du syndicalisme, les voies et moyens de sa régénérescence ne sont pas distincts de ceux de l'action revendicative : on syndique bien dans l'action, et sur cette base l'unité devient vite incontournable.

• La démarche revendicative révèle, souligne, explique la nécessité d'une autre politique, laquelle dépend de la mobilisation générale. Elle seule redonne confiance à qui s'abandonne à la résignation ou à l'à-quoi-bonisme cynique. Nous n'attendons pas, séduits et abandonnés, qu'une nouvelle combinaison politique veuille bien semer de nouvelles illusions dans les rangs des salariés. La disparition des frontières entre revendications immédiates et orientation politique générale est la caractéristique de la situation de la crise économique du système. Nous fabriquons notre avenir.

• La solidarité et le partage social valent pour les idées, les objectifs, les actions, les relations aux autres organisations. Rassembler les éléments épars du syndicalisme, rassembler toutes les forces partageant l'objectif de la transformation sociale, c'est entretenir un débat permanent sur les voies et les moyens pour y parvenir. Multiplier les échanges et les débats relève de la tradition que la Filpac CGT entend bien continuer dans la pratique d'un fédéralisme historique salvateur.

• L'édifice syndical qui verra la





sortie de la crise n'aura que peu de chose à voir avec l'actuel. La crise du système capitaliste engendre de fait un conflit social permanent et met en jeu l'existence des organisations qui se réclament du Travail. Dont la nôtre. La crise fonctionne en quelque sorte comme un révélateur, un sérum de vérité. Libre à la CFDT de refermer la parenthèse ouverte par sa création en 1964 et sa séparation d'avec la confédération chrétienne CFTC. Libre à FO d'afficher un radicalisme d'autant plus versatile qu'il n'est que de verbe. Solidaires se réclame d'un syndicalisme de transformation sociale. Le champ des possibles reste ouvert et notre faculté à agir ne dépend pas d'une formule syndicale unitaire magique et figée.

- Le militantisme syndical est le bien le plus précieux. Il est maltraité par des procédés patronaux vicieux ou des répressions frontales, quand il n'est pas ouvertement criminalisé. Le militantisme syndical, bénévole et indépendant, est l'éthique élémentaire du syndicalisme de transformation sociale. Tout l'art du militantisme actuel, c'est d'aborder la phase de dépression économique en manifestant une détermination sans faille, doublée d'une lente impatience, malgré les machines médiatiques et patronales qui le dénigrent. Tous les outils d'organisation doivent conforter l'engagement militant, le servir et l'encourager.

IV. Une organisation au service du syndicalisme de transformation sociale

- La pérennité de notre syndicalisme est trois fois remise en cause : par le refus patronal d'admettre le fait syndical dans la majeure partie du salariat, par la méthode des restructurations permanentes qui n'ont d'autre fonction que de fragmenter le Travail et le syndicalisme, par la stratégie de destruction des lieux de négociation globale. A notre capacité bien réelle à maintenir une orientation de classe contre vents et marées ne correspond pas une identité faculté à faire vivre les solidarités, de rassembler le salariat dans sa diversité, de lui soumettre en permanence nos analyses, positions et propositions.

- Ouvrir nos organisations à toutes et tous — c'est-à-dire réduire le risque de décrochage — nécessite de réévaluer nos pratiques syndicales heurtées, contrecarrées par des stratégies patronales aux fonctions précises et coordonnées : elles réduisent l'activité syndicale aux institutions représentatives — surtout au comité d'entreprise —, elles manipulent les agendas pour les encombrer de réunions pléthoriques et surchargées, elles abaissent les négociations d'entreprise au seul contenu de leurs exigences managériales.

- La fédération a pour vocation

première, outre de revendiquer, de contribuer au quotidien à fournir l'aide organisationnelle aux équipes syndicales. Il s'agit de les conforter dans la bataille contre les empiétements permanents des directions d'entreprise, et notamment des DRH, devenues des réseaux organisés de combat contre l'organisation et l'action collectives des salariés, et pour leur désinformation.

- L'amélioration de l'organisation des équipes syndicales a comme fonction d'obtenir une meilleure efficacité face à un patronat disposant à l'entreprise de collaborateurs entièrement dédiés à la volonté de se substituer à l'organisation syndicale.

- Le dernier congrès national adoptait trois obligations — solidarité, unité des syndicats de la fédération, expression du syndicat et relais des orientations de la fédération et de la CGT.

Dans cet esprit, un véritable contrat d'organisation doit être établi. Au sein de chaque équipe syndicale, une ou un responsable de la diffusion des positions CGT (syndicat, FD, CGT) est mis en place. Une ou un responsable veillant au maintien et à l'extension du nombre de syndiqués verra ses tâches étendues à leur réunion, aussi fréquente que possible, par tous moyens. Un ou une responsable au contenu du cahier revendicatif et des négociations assurera leurs mises à jour et leur conformité



➔ avec l'opinion des adhérents et avec les orientations de la CGT.

- Les attendus de la loi du 20 août 2008 visaient à résoudre la question des accords syndicaux minoritaires, en conséquence les critères de représentativité étaient révisés, reposant sur le résultat à venir des élections professionnelles à tous niveaux. L'embarquée actuelle par rapport à ces objectifs est patente : pouvoir et patronat sont à la manœuvre pour tenter d'écarter les revendications sociales portées par la CGT.

Ainsi la promulgation dans la précipitation des premiers résultats de la représentativité au niveau interprofessionnel a permis au gouvernement actuel de s'appuyer sur une prétendue majorité d'un camp syndical baptisé « réformiste », pour essayer de légitimer une pratique permanente d'accords minoritaires. Pour autant, le mouvement est enclenché pour que la démocratie sociale devienne une réalité au travers les cycles électoraux à venir. La représentativité syndicale devient l'objet de toutes les convoitises, nouveau sésame de l'existence, de la reconnaissance de l'organisation syndicale et de sa capacité à peser sur les négociations. Les élections professionnelles prennent une place majeure pour toute l'organisation syndicale et nécessitent des plans de travail en amont et mises en commun des moyens.

- La Fédération contribue à ren-

forcer deux aspects également fondamentaux de l'organisation syndicale :

- sa représentativité (son poids en suffrages électoraux),
- sa représentation (sa capacité à organiser toute la diversité du salariat dans ses rangs).

Réussir les élections et faire en sorte que le succès d'estime se traduise par la prise de cartes, voilà la double besogne.

Il en va de la puissance syndicale, de la possibilité de démontrer sa force en permanence, d'être capable de disposer d'une organisation où circulent informations et positions, assez forte pour supporter le choc de conflits importants, à même d'offrir aux syndiqués qui le veulent le chemin d'un engagement militant plus conséquent.

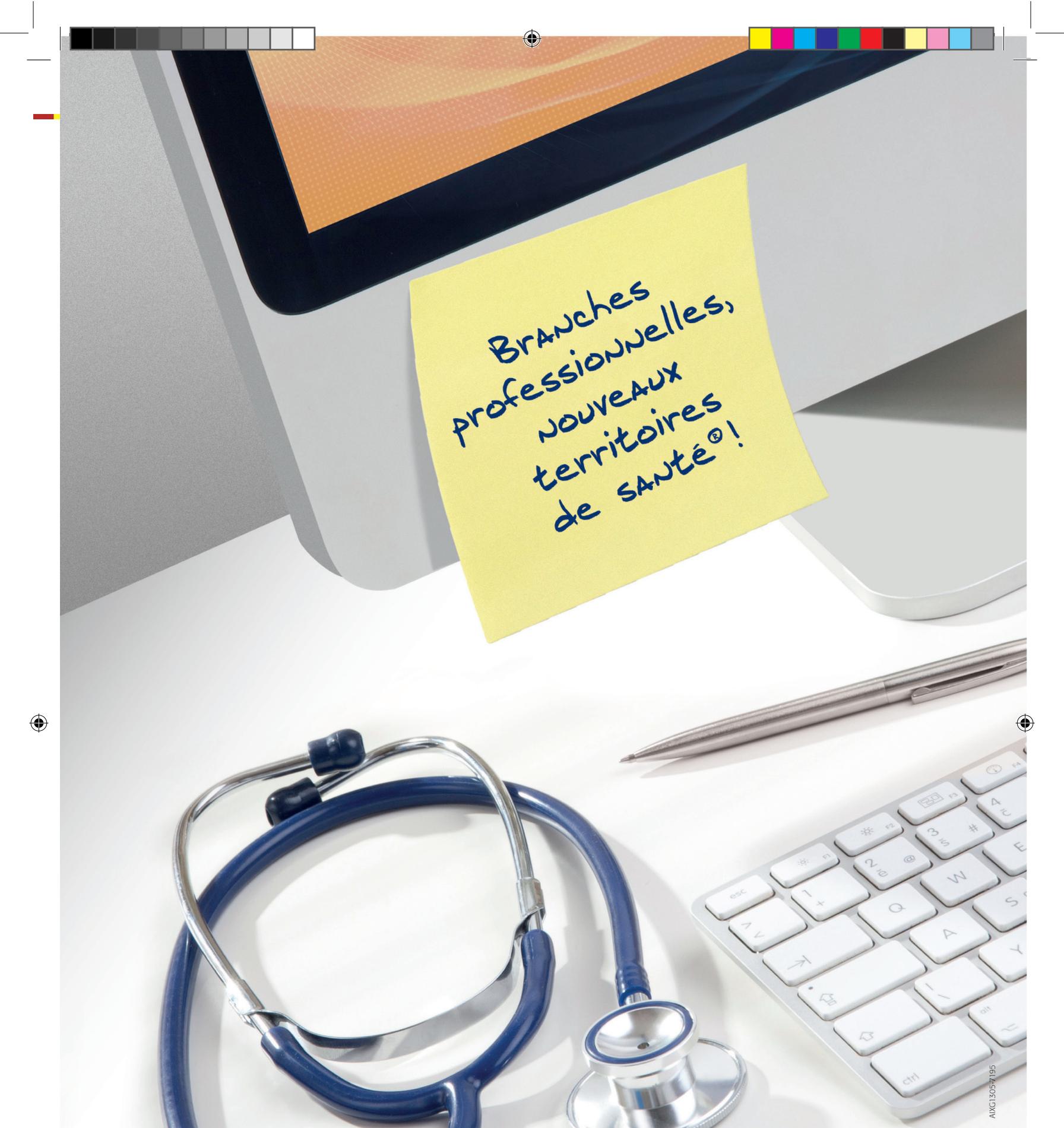
À cet effet, la Fédération prend toutes dispositions pour contribuer à la formation des membres des équipes syndicales, notamment par la structuration de l'école de cadres. La Fédération se dote également d'une structure nationale d'aide et d'animation des luttes.

- Les territoires, en particulier les régions, sont devenus de nouveaux enjeux pour le syndicalisme. Les lois de décentralisation successives font des régions et euro-régions les nouveaux lieux où s'élaborent les politiques industrielles, éducatives, d'emplois, de formations professionnelles, d'aménagement du territoire. La vitalité et la cohérence de notre démarche revendicative

de transformation sociale nécessitent une organisation décentralisée et coordonnée. La Fédération doit à la fois améliorer le maillage territorial de sa propre implantation, et étendre la participation à ses qualités de ses militants aux structures territoriales de la Confédération.

- L'objectif organisationnel consiste à améliorer et renforcer le fonctionnement collectif de la Fédération en attribuant aux membres du CEN des fonctions, des responsabilités et des tâches bien définies, supportables et contrôlables collectivement.

La Fédération veille à la circulation des informations, analyses et bilans de ses actions revendicatives et de ses expériences organisationnelles. Elle alimente un échange permanent sur les objectifs revendicatifs, fait vivre l'animation de ses différentes filières. Elle crée ainsi les conditions d'une meilleure coordination et d'une meilleure synchronisation de l'intervention de ses syndicats. Elle crée par là les conditions organisationnelles de campagnes de masse, d'actions et d'apparitions nationales sur les sujets revendicatifs pertinents. Elle se dote en conséquence d'un bureau fédéral, élu par son CEN, composé des animateurs des différentes filières, de responsables régionaux et de son secrétariat. L'une des fonctions du bureau fédéral sera de contribuer à la vie syndicale dans le cadre des régions. ▲



Branches
professionnelles,
nouveaux
territoires
de SANTÉ®!

SANTÉ - ÉPARGNE - PRÉVOYANCE - RETRAITE

Dans le cadre de l'ANI (accord national interprofessionnel), Malakoff Médéric vous accompagne pour mettre en place un régime de frais de santé sur mesure (diagnostic, prévention et accompagnement) afin de concilier, dans votre branche professionnelle, performance de l'entreprise et bien-être des salariés.

Votre contact :
Martial VIDET au 01 56 03 30 10 - contact-branches@malakoffmederic.com



malakoff médéric
PRÉSENTS POUR VOTRE AVENIR



LES MÉTIERS DU LIVRE DU MARCHÉ

De gauche à droite sur la photo, Dominique Mazuet, libraire (Tropiques, Paris) et co-fondateur de l'Association de défense des métiers du livre (ADML), Lionel Decottignies, journaliste de *l'Humanité Dimanche* (animateur du débat), Emile Ochando, de la librairie Renaissance à Toulouse, Pierre Drachline, éditeur et auteur (Cherche-Midi) ainsi que Marc Peyrade, de la Filpac CGT, se sont exprimés sur la situation des métiers du livre confrontés aux règles du marché, à l'occasion de l'ouverture du village du livre, samedi 14 septembre 2013.

Le marché tue la culture du livre. Alors que la vente de livres et les perspectives éditoriales affichent une potentialité de croissance non démentie, les trois libraires et éditeurs ont fait unanimement le constat de la nocivité d'un marché qui tend à banaliser le livre en tant que marchandise « comme les autres », à l'image du libéralisme décomplexé dont le groupe Amazon est le fer de lance. Dans ce contexte de fièvre libérale, comme l'a exprimé Emile Ochando, les regroupements faits par des éditeurs affairistes tels que Hachette ne règlent en rien le problème posé par une fragilisation de l'ensemble de la chaîne du livre, qui va de l'auteur aux distributeurs. Preuve en est, l'effondrement du sec-

teur livre des grandes surfaces comme Virgin dernièrement et bientôt la FNAC certainement.



L'illusion du virtuel

Il a été collectivement admis que l'édition électronique, qui ne représente qu'un petit pourcentage non significatif de l'édition, n'est ni le problème ni la solution à la crise actuelle. Ce marché virtuel, d'ailleurs, qui ne tient que par le biais de commandes institutionnelles et publiques, fait remarquer Dominique Mazuet, pose aussi la question de la protection des droits des auteurs qui, dans la plupart des cas, ne peuvent que très rarement vivre de leur activité d'écrivains, a souligné Pierre Drachline.

Un rassemblement citoyen indispensable

Marc Peyrade, pour la Filpac, a appelé au rassemblement de tous ceux qui contribuent



LIVRE À L'ÉPREUVE

en débat à la Fête de l'Huma

à la filière livre, éditeurs, imprimeurs, distributeurs, pour créer un contexte de travail collectif capable de dégager une alternative sérieuse à l'existant, en se sortant des batailles étriquées autour de la récolte des marges, qui ne règlent rien à une question d'ensemble, pour une profession qui diffuse, et de loin, l'objet culturel préféré des Français. La puissance financière, elle, sait retirer les profits là où ils sont plus faciles à prélever, notamment dans le cadre de la distribution, mais elle n'apporte aucune solution à l'avenir de l'édition, de l'imprimerie et de la librairie, bien au contraire. Elle ne fait qu'accélérer les wagons de licenciements à tous les niveaux de la chaîne, en créant dans le même temps, les conditions d'une précarité généralisée. Dans la foulée, la confusion des genres tend à tirer les qualifications par le bas dans une profession qui devrait pourtant faire reconnaître que la librairie et l'édition ne sont pas le café du commerce.

Vers une alternative crédible

Marc Peyrade a confirmé l'adhésion de son syndicat au plan Livrerédigé par l'ADML, jusqu'à

l'élaboration d'une proposition de loi qui doit être étudiée prochainement par le groupe socialiste à l'Assemblée nationale et qui, bien sûr, ne peut être que le début d'une démarche citoyenne non exhaustive, avec les forces du Front de gauche naturellement, mais aussi avec tous ceux qui, syndicats, associations et citoyens attachés à la culture du livre, ne veulent pas laisser libre cours à la destruction de la riche diversité culturelle de notre pays.

Un livre pour le livre

Dominique Mazuet* a exposé les grandes lignes du plan Livre qui a pour but de trouver « une solution démocratique, pérenne et économique ... en tirant profit de la situation privilégiée du marché français du livre... »

On peut la résumer ainsi :

- Obliger l'Etat à soutenir la création d'un Comptoir national coopératif de la librairie ;
- Clarifier la loi du prix unique du livre avec répression de toute remise déguisée ;
- Réaligner des procédures et modalités de fourniture et d'adjudication des marchés publics de bibliothèques sur l'esprit de la loi, pour mettre fin aux dérives qui ont conduit au mo-

nopole destructeur du réseau des librairies indépendantes en France ;

- Privilégier le rôle social et culturel qu'assume le réseau des librairies indépendantes sur tout le territoire, avec un rappel de sa référence et de sa qualité de service.

* Publié aux éditions Delga, le livre de Dominique Mazuet, « Critique de la raison numérique », composé sur Linotype, prouve que même aujourd'hui on peut encore publier un livre sans passer par la case « logiciels », nous rappelle qu'il y a 250 ans, en 1763, un certain Denis Diderot avait écrit une « Lettre sur le commerce de la librairie » à l'attention des autorités de l'époque pour défendre le monde de la librairie et de l'édition naissante.

Si le rapport entre ces deux ouvrages n'a rien d'automatique tant la Seine a coulé sous les ponts depuis, il s'y exprime néanmoins une vérité universelle qu'aucune révolution technologique ne peut faire oublier. La culture du livre n'est pas l'affaire d'une chapelle. Elle est celle de tous et aucun citoyen ne doit être exclu de sa création et de sa diffusion. ▲ *Yvon Huet*



Assemblée générale des délégué(e)s de la Publicité

Composé d'un salariat très hétéroclite, pour ne pas dire très fragmenté tant par les statuts de travail que par les situations professionnelles, le secteur de la publicité est pourtant un élément essentiel pour une Filpac qui incarne pleinement la fédération CGT du livre, du papier et de la communication.

La présence de syndiqués de régies publicitaires de presse, des principales agences de communication, des principaux groupes de publicité extérieure et d'autres entreprises comme Gutenberg on line ou Pages Jaunes reflète cette diversité.

70 délégué(e)s des entreprises de publicité ont débattu de la situation sociale, économique et ont élaboré ensemble une plate-forme revendicative (voir extraits en encadré) en phase avec les besoins et attentes des salarié(e)s. Les intentions affichées : Mobilisation du plus grand nombre et renforcement de l'organisation syndicale !

Laboratoire idéologique et des pratiques de déconstruc-

tion sociale du Medef, le secteur de la publicité est le terrain favori d'expérimentation des employeurs.

Crowdsourcing, auto-entrepreneuriat, utilisation exponentielle des stagiaires, freelance, intermittence, sous-traitance en pleine explosion, tout est bon pour contourner le « trop confortable » statut du CDI et ses références conventionnelles.

La loi de 2008 dite de « modernisation du travail », issue de l'ANI Medef-CFDT de la même année, a donné un outil aux directions, la rupture conventionnelle, pour amplifier ce phénomène d'externalisation. Le phénomène va s'accroître après la déflagration sociale causée par la loi dite de « Sécurisation de l'emploi » promulguée cet été.

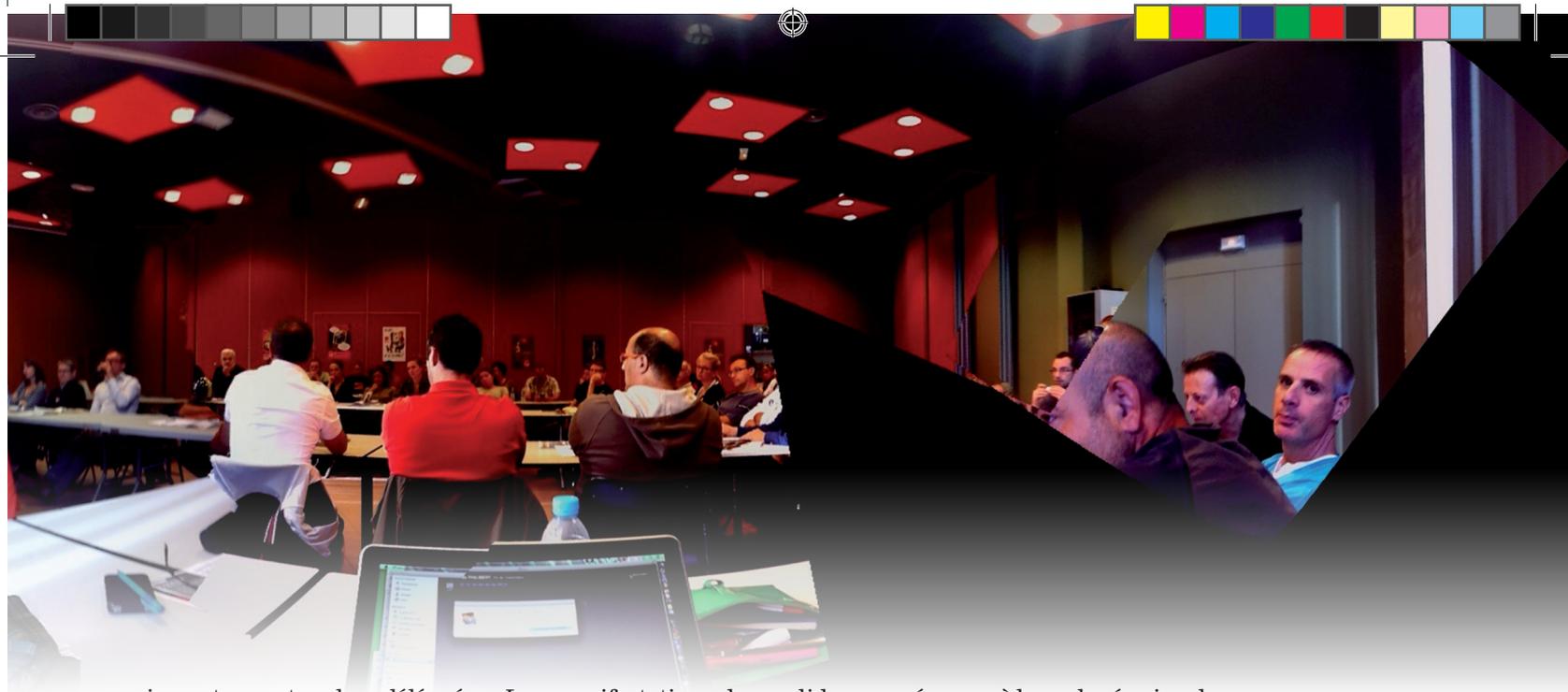
Nous allons donc assister à une inflation des plans de licenciements abusivement désignés comme volontaires. Et pour ceux qui restent, c'est la sanction des risques psycho-sociaux accrus, harcèlements en tout

genre, dégradations physiologiques, les conditions de travail devenues insupportables.

Véritable cerise empoisonnée sur le gâteau de la publicité, le numérique devient le prétexte à toutes les réorganisations, les fusions, les concentrations. L'arme des « petits » résistants du secteur face aux colosses de la toile comme Google, Facebook. Dernier exemple en date la très populaire fusion Publicis-Omnicom, créant de ce fait le numéro un mondial de la communication.

La technologie numérique devient le nouveau sésame patronal du renouvellement des collectifs salariaux. Les « seniors » du print sous CDI laissant leur place aux nouvelles générations 3.0, lesquelles devraient se résigner à une succession de stages pour enchaîner avec une précarité pré-révolution industrielle.

De fait, les relations sociales, comme les syndicats de salarié(e)s, devraient figurer tout au plus dans les livres d'histoire ! C'est un véritable florilège de procédures de licen-



ciements contre les délégués de la CGT, d'entraves à la tenue d'élections professionnelles et à l'activité syndicale. Intimidations, pressions, menaces sont le lot quotidien d'un grand nombre de délégués de la profession.

La pub réclame sa riposte syndicale

Loin de renoncer, de céder aux pressions, les délégué(e)s Filpac du secteur sont déterminés à changer la donne. Les signes d'encouragement ne manquent pas. Une syndicalisation en hausse, qui fait de nous la première organisation syndicale aux élections professionnelles, et les contacts quotidiens avec les salarié(e)s se multiplient.

La manifestation des solidarités dans l'action, entre tous les délégués et syndiqués du secteur, est un des éléments de confiance qui doit permettre le développement de notre syndicalisme. Pour sortir de l'isolement, la constitution du réseau syndical est indispensable, à l'écoute des salariés, syndiqués d'aujourd'hui ou de demain.

Les salarié(e)s de toutes les générations sont en attente d'un syndicalisme qui soit véritablement à leur écoute, qui prenne en compte l'expression de leurs besoins pour construire des revendications portées avec force et conviction. Et ce dans leur intérêt !

L'activité syndicale ne doit plus

se résumer à la seule réunion de DP, de CE, à la prétendue négociation annuelle obligatoire, le plus souvent basée autour d'un agenda et d'un cahier revendicatif patronal. Elle doit prendre une tout autre dimension si elle veut sortir des sentiers de son institutionnalisation, de sa « fonctionnarisation ». Une dimension résolument revendicative.

Pour la plupart des présent(e)s, cette assemblée était une première dans leur récente expérience syndicale. Enrichissante certes, mais qui en appelle d'autres pour que de la concertation nous passions à l'action. ▲

Pascal Lefebvre

Augmentation de tous les salaires réels et augmentation de 10 % des grilles de salaire de la branche !

l'ouverture immédiate d'une négociation de branche concernant la reconnaissance de la pénibilité, sa réparation et sa prévention.

Mettre fin aux organisations du travail anxiogènes, induisant des violences et harcèlements de tous ordres, par la mise en place et l'exercice d'un vrai droit de retrait des salariés tant que la situation n'est pas réglée.

Limiter fortement le nombre de stagiaires en entreprise, requalifier le contenu et la rémunération du stage, permettant de déboucher sur une insertion professionnelle pérenne des jeunes, par l'ouverture d'une négociation concernant l'utilisation des stages en entreprise.

Mettre fin aux pratiques abusives des ruptures conventionnelles, en lieu et place d'une politique d'emploi par l'ouverture immédiate d'une négociation GPEC de branche.

Abrogation immédiate de la loi honteusement nommée « de sécurisation de l'emploi » et son remplacement par une véritable loi de défense de l'emploi salarié.

ASSURER 60 BRANCHES DE MÉTIERS, C'EST UN MÉTIER

—
AG2R LA MONDIALE est un groupe de protection sociale, acteur complet de l'assurance de personnes, pionnier et leader des accords de branche en santé et prévoyance.

AG2R LA MONDIALE dispose d'une véritable capacité à prendre en compte des problématiques professionnelles diverses et évolutives dans tous les secteurs d'activité : industrie, service ou commerce. Chaque assuré bénéficie des mêmes niveaux de garanties et de services, qu'il travaille dans une petite ou une grande entreprise.

Pour plus d'informations, contactez Joël BIENASSIS - Direction des Accords Collectifs - Tél. : 01 76 60 85 32 - dac-interpro@ag2rlamondiale.fr



AG2R LA MONDIALE

le contraire de seul au monde

PRÉVOYANCE
SANTÉ
ÉPARGNE
RETRAITE
ACTION SOCIALE